

Approches Critiques de l'histoire de l'UE

Executive Master CPE 2014-2015

IHECS

Andrés Pérez -- OJALÁ/SanchoPanzaLab

Hypothèse 2 : Nous présentons ici un document qui s'est avéré d'une valeur considérable. L'avant-propos (1990) à la première édition du livre "L'Invention de l'Europe", d'Emmanuel Todd. Et le préface que Todd a écrit pour l'ajouter à la re-édition de 1996, édition dans laquelle, malgré tous les bouleversements, débats et tensions qu'avait subi le projet européen entre-temps, l'auteur n'a changé rien du texte initial publié.

On n'est pas obligé de partager les positions de Todd, figure jugée polémique (et même hérétique) dans la *Brussels Bubble*. En ce qui me concerne, par exemple, je ne partage pas sa vision quasi-exclusivement axée sur les questions du substrat anthropologique familial et religieux, qui évacue de l'histoire européenne toutes les questions liées aux révoltes paysannes (quasi constantes et répandues depuis le XVIème siècle), à la lutte de classes (dominant le XIXème et le début du XXème) et aux revendications des salariés pour le bien-être et la protection sociale (dominant la seconde partie du XXème), et à ce que Max Weber appelait (avant la lettre) la sécularisation.

Mais, si l'on n'est pas obligé de partager ses positions, en revanche, force est de constater que nombre des arguments de Todd se sont corroborés via des indices factuels rationnels qui se sont produits depuis.

C'est pourquoi, nous formulons **l'hypothèse n° 2: Faute de répondre aux impératifs que définit l'auteur (recentrage vers une réelle Europe des citoyens, plus sociétale que économiciste ou bureaucratique, et respectant les pluralités), la "Jungle" ne peut qu'empirer.**

Les étudiants intéressés par cette hypothèse peuvent axer leur travail dans la recherche des indices factuels corroborant ou réfutant les différents arguments de l'auteur au cours du dernier quart de siècle (1990-2014). Les étudiants travaillant cette hypothèse pourront, bien entendu, lire la totalité du livre, et également consulter cette interview accordée par l'auteur à SanchoPanzaLab en janvier 2009, à l'éclatement de la première crise financière http://www.sanchopanza.net/006_archivosBook/crisis-cambio-todd.htm

**TODD, Emmanuel: L'invention de l'Europe. Éditions du
Seuil, collection Points. Paris, 1990, 1996**

AVANT-PROPOS (1990)

L'Europe dont il est ici question n'est pas le continent propre, apaisé, rationnel, des économistes ou des technocrates, monde prospère et amnésique dont l'histoire s'inscrit toute entière entre les Traités de Rome de 1957 et le grand marché de 1993. Trente-cinq ans de recul, c'est un peu court pour comprendre une civilisation née de la conquête romaine, des invasions germaniques et de la christianisation des peuples.

L'histoire de l'Europe est longue, brillante et sanglante, accoucheuse simultanément de modernité et de mort. Les cinq cents dernières années comprennent la réforme protestante au XVIème siècle, la Révolution française au XVIII, la montée des socialismes et des nationalismes au XXème, trois épisodes décisifs de l'histoire du progrès humain, dont le coût se chiffre pourtant en millions de morts. L'Europe des années 1517-1945 pourrait être décrite, indifféremment, comme le continent savant ou comme le continent fou, chacune des étapes de sa modernisation mêlant création et destruction.

Les passions européennes, religieuses ou idéologiques, sont inscrites dans l'espace. Telle nation, telle région adhère à la Réforme ou à la Révolution, à la social-démocratie ou à l'anarchisme, au libéralisme, au communisme, au fascisme, au nazisme, et se révèle prête à affronter ses voisins au nom de valeurs aussi absolues qu'indémonstrables. La France croit majoritairement en la liberté et l'égalité, l'Allemagne lui oppose des rêves d'autorité et d'inégalité, l'Angleterre ne s'intéresse qu'à la liberté. Quelques régions comme l'Italie centrale combinent amour de l'égalité et goût de l'autorité. La diversité des valeurs européennes explique assez largement le prodigieux dynamisme d'un continent qui ne peut, à aucune étape de son histoire,

s'enfermer dans un système mental unique et définitif. Lorsque l'histoire s'arrête en Italie, elle reprend en Allemagne; lorsqu'elle s'épuise en Allemagne, elle renaît en Angleterre ou en France. Les conflits de valeurs entre zones géographiques expliquent cependant aussi l'extraordinaire brutalité des affrontements des cinq derniers siècles.

La civilisation européenne actuelle est le produit d'une synthèse, lente et pénible. Aucune des nations européennes, grande ou petite, ne peut être considérée comme l'inspiratrice de toute la modernité. Considérons par exemple les trois éléments essentiels du progrès que sont l'alphabétisation, l'industrialisation et la contraception. C'est en Allemagne que l'on peut trouver, dès la fin du XVII^{ème} siècle, des populations globalement alphabétisées. Mais c'est en Angleterre que démarre, vers le milieu du XVIII^{ème}, la révolution industrielle. Et c'est en France que commence, entre 1750 et 1800, la diffusion du contrôle des naissances. **L'état actuel du continent --cultivé, industriel et contracepteur-- est le résultat d'une collaboration entre les peuples.**

Le modèle démocratique européen qui se généralise après la Deuxième Guerre Mondiale et qui triomphe à l'Est en 1989, deux siècles après l'ouverture de l'âge idéologique moderne par la Révolution Française, est, comme la richesse matérielle du continent, un produit de synthèse, mêlant des éléments anglais, français et allemands. Le respect des droits individuels est une invention anglaise, le suffrage universel est une contribution française, la sécurité sociale est nettement d'origine allemande. **Aucune des trois nations ne peut donc raisonnablement se prétendre créatrice de l'idéal politique qui semble appelé à dominer l'Europe du troisième millénaire, système essentiellement composite combinant parlementarisme, souveraineté populaire et intégration bureaucratique.**

Petites nations, présentes et futures

Il serait d'ailleurs injuste et absurde de réduire l'histoire de l'Europe à celle de ses nations les plus peuplées --France, Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne. Les développements religieux, économiques et idéologiques scandinaves, néerlandais,

belges, helvétiques, autrichiens, irlandais, portugais, ont leurs logiques propres, dont l'examen gagne aujourd'hui en intérêt. Les grandes nations traditionnelles de l'Europe sont en effet en train de devenir petites, à l'échelle mondiale, et ont désormais beaucoup à apprendre de pays habitués depuis longtemps à une certaine modestie diplomatique et militaire. Dans l'état actuel des équilibres démographiques nationaux et mondiaux, même une Allemagne réunifiée ne serait pas, loin de là, un géant historique. Le nombre annuel des naissances dans chaque pays nous donne une image simplifiée des populations futures. Or, à côté des vrais géants, les peuples de l'Europe occidentale font plus que jamais figure de poids plume. En 1987 (dernière année disponible) naissent en France 770.000 individus, au Royaume-Uni 775.000, en Allemagne, de part et d'autre du rideau de fer qui existe encore à cette date, 870.000. Aux États-Unis, 3.830.000. En Russie --une Russie qui aurait conservé l'Ukraine mais perdu toutes ses colonies baltes, caucasiennes et musulmanes-- 3.400.000. La disparition de la pression communiste laisse la place à une pression spécifiquement russe, qui contraint, aussi sûrement que le stalinisme, l'Europe à l'unité.

Or l'Europe politique ne pourra être réalisée que si la France, l'Angleterre et l'Allemagne cessent de se penser comme différentes par nature des Pays-Bas, de la Suède ou de la Suisse. L'espace géographique étudié dans ce livre comprend donc toutes les nations occidentales du continent, de la Finlande au Portugal, que celles-ci soient "grandes" ou petites, qu'elles appartiennent ou non à la CEE. Ma définition implicite de la communauté historique européenne n'est pas économique mais religieuse. C'est l'ensemble du monde structuré, dès le XVI^{ème} siècle, par la polarité catholicisme/protestantisme qu'il s'agit de comprendre, dans son développement culturel, industriel et idéologique. La Grèce, dont les traditions religieuses orthodoxes mèneraient hors de la sphère catholique-protestante, n'est donc pas incluse, malgré son appartenance à la CEE.

La Pologne, le Tchécoslovaquie, la Hongrie et les trois nations baltes n'ont pu être intégrées à cette étude malgré leur appartenance à la sphère religieuse occidentale.

L'absence de données électorales solides pour les années 1950-1989 interdit dans leur cas toute analyse comparative. La Pologne (catholique), la Tchécoslovaquie (formellement catholique mais dominée par des traditions hussites proches du protestantisme) et la Hongrie (catholique mais comprenant de fortes minorités calvinistes) figurent sur mes cartes d'Europe comme des espaces vides que la vie politique libre des années à venir permettra de remplir. Il sera bientôt possible d'évaluer la résistance des traditions religieuses et idéologiques polonaises, tchèques et magyares à la tentative stalinienne de destruction des fonds anthropologiques nationaux.

Le territoire de la RDA est une quatrième case vide sur ces cartes d'Europe, mais il est en réalité étudié en détail avec le reste du cas allemand; l'abondance des séries électorales correspondant aux années 1871-1933 compense suffisamment l'extinction des années 1933-1989.

Les fondements anthropologiques de la diversité

L'analyse des structures familiales et de leur distribution dans l'espace permet de saisir, à la source, la diversité européenne. Les mondes paysans qui se stabilisent entre la conquête romaine et la fin des grandes invasions ne définissent pas un type unique. Dans certains dominent les systèmes familiaux nucléaires, accordant une large autonomie à l'individu; dans d'autres, au contraire, des systèmes familiaux complexes, attachant fortement l'individu au groupe. Parfois le système anthropologique considère les individus comme équivalents à l'intérieur du groupe, parfois comme différents par nature.

Les valeurs fondamentales de liberté ou d'autorité, d'égalité ou d'inégalité qui stimulent, organisent, guident le mouvement de la modernité sont enracinées dans ce terrain familial originel, substrat primordial dont on retrouve la marque à toutes les étapes de l'ascension européenne. La diversité des systèmes familiaux permet d'expliquer la pluralité des réactions régionales à la Réforme protestante et à la Révolution française, la multiplication des types de socialisme et de nationalisme au

XXème siècle, les aptitudes inégales des zones géographiques à l'alphabétisation, à l'industrialisation, à la déchristianisation, à la contraception.

Cette diversité anthropologique a-t-elle, en 1990, complètement disparu? C'est peu probable. L'examen des évolutions sociales les plus récentes --démographiques, industrielles, politiques--, qui constitue la dernière partie de ce livre, révèle la permanence de certaines déterminations anthropologiques importantes.

Le passage à la société post-industrielle se fait à des rythmes différents dans les sociétés à fondement individualiste (famille nucléaire), comme la France ou l'Angleterre, et dans les sociétés à fondement anti-individualiste (famille souche), comme l'Allemagne ou la Suisse.

Partout, les idéologies socialistes ou nationalistes qui segmentaient le continent s'effacent, tout comme les dernières poches de religiosité catholique, au point que l'Europe de l'an 2000 dans son ensemble pourra être définie comme un espace d'incrédulité, religieuse autant qu'idéologique. Mais les croyances métaphysiques ne meurent pas partout de la même façon: dans certains pays, les partis traditionnels semblent capables de survivre au reflux des idéologies. Dans d'autres, ils explosent et la politique se restructure de la manière la plus radicale. Ici encore, le couple anthropologique individualisme / antiindividualisme permet d'expliquer bien des divergences.

L'analyse des attitudes européennes face à l'immigration, qui clôt ce livre, illustre quant à elle la permanence des clivages existant entre sociétés à fondement anthropologique égalitaire et sociétés à fondement anthropologique non égalitaire ou même franchement inégalitaire.

L'Europe est apaisée, unifiée par quelques conceptions politiques synthétiques, soudée par sa richesse, mais elle reste très diverse, tranquillement fragmentée.

Cette fragmentation persistante explique assez largement les difficultés de la construction européenne, les hésitations des élites et le scepticisme des peuples. Non parce qu'elle existe en soi, mais parce qu'elle est niée. Après tout, la plupart des nations européennes sont elles-mêmes très diverses sur le plan anthropologique, sans que cette diversité ait empêché la construction des États. Des systèmes familiaux minoritaires mais substantiels peuvent être identifiés en France comme en Grande Bretagne, aux Pays-Bas comme en Espagne, en Italie comme en Norvège. La fragmentation anthropologique du continent n'est un obstacle à l'unité que parce qu'elle est refoulée de la conscience politique: ce refoulement interdit que l'on aborde franchement les vrais problèmes. La définition d'une citoyenneté commune implique que l'on confronte les conceptions allemande, britannique, française, italienne, néerlandaise, espagnole de la nationalité. La construction d'un pouvoir politique unique suppose une comparaison honnête des différentes formes de vie sociale existant à travers le continent.

L'Europe des citoyens ne peut naître d'une unité naturelle qui n'existe pas. Elle doit, pour se définir, accepter et surmonter des différences bien réelles, ancrées dans les mœurs, dans l'inconscient des peuples.

(1990)

PREFACE A LA PRESENTE EDITION (1996, donc après le référendum sur Maastricht en France)

Ce livre n'a pas été écrit "pour" ou "contre" l'Europe. Son but est la vérification d'une hypothèse sur le lien existant entre la diversité des structures familiales régionales et certains phénomènes de divergences religieuse, culturelle, économique, idéologique caractéristiques des années 1500-1990. (...)

Les recherches nécessaires à la rédaction de *L'Invention de l'Europe* s'étalèrent sur les années 1984-1990, époque durant laquelle l'unification européenne n'était pas un objet de débat majeur. Bref, avant Maastricht. J'étais alors "un bon européen", a priori favorable à tout mouvement menant à plus d'unité, même si mon avant-propos de 1990 laisse percer une certaine inquiétude quant au caractère économiste et abstrait du projet européen. Depuis, certaines classes dirigeantes ont affirmé leur volonté d'accélérer l'unification étatique du continent par l'établissement d'une monnaie unique. J'ai longuement hésité durant le printemps de 1992, pour finalement voter Non au référendum de septembre. Sans aucun état d'âme et avec le sentiment de faire le seul choix raisonnable. Mon opposition au Traité de Maastricht dérive très directement de ma connaissance de l'anthropologie et de l'histoire du continent. Une sensibilité réelle à la diversité des mœurs et des valeurs européennes ne peut mener qu'à une conclusion: la régulation monétaire centralisée des sociétés aussi différentes que, par exemple, la France et l'Allemagne doit conduire à un dysfonctionnement massif, dans un premier temps, de l'une ou l'autre société, et, dans un deuxième temps, des deux. Il y a, dans l'idéologie de l'unification, une volonté de briser les réalités humaines et sociales qui rappelle, étrangement mais invinciblement, le marxisme-léninisme. Lui aussi mêlait un projet de transformation économique à un souverain mépris des diversités culturelles et nationales. L'état actuel de l'ex-Union Soviétique et de l'ex-Yougoslavie nous montre à quel point l'unification étatique par en haut mène plus sûrement à la haine ethnique qu'à la paix perpétuelle.

Aujourd'hui, les contraintes économiques qui pèsent sur certaines sociétés européennes, et particulièrement sur la France, privée depuis près de dix ans de régulation monétaire interne par la politique dite du "franc fort", n'ont heureusement pas encore fait apparaître des sentiments explicites de méfiance vis-à-vis de nos partenaires européens. Le Front National reste pour l'essentiel perçu comme un phénomène lié à l'immigration et non à la construction de l'Europe. Mais la poussée de l'extrême droite en milieu ouvrier, entre 1988 et 1995, est particulièrement spectaculaire sur l'ensemble du croissant industriel menant du nord à l'est de la France. Il s'agit des régions où la politique de convergence monétaire a dévasté plutôt que transformé l'industrie, conduisant à une extermination plutôt qu'à une reconversion du travail faiblement qualifié. L'analyse des structures familiales individualistes du nord-est du Bassin parisien aurait permis de comprendre et de prévoir que l'alignement des populations ouvrières locales sur les niveaux de qualification allemands, qui dérivent assez largement des disciplines de la famille 'souche', autoritaire et inégalitaire, n'était pas concevable en l'espace d'une génération (...)

Nous devons être conscients de ce que l'expression du désespoir social par une idéologie d'extrême droite se réclamant d'une conception régressive de la nation est aussi un produit de l'unification économique de l'Europe. Légitime et nécessaire dans les années 1945-1980, le projet européen ne mène plus aujourd'hui à la paix. Il pourrait dans les années qui viennent conduire au contraire à la remontée entre les peuples de sentiments hostiles qui n'existaient plus vers 1980. La déconstruction des nations par leurs classes dirigeantes produit du nationalisme, dans les sociétés secouées par une transformation économique brutale et où l'identité nationale la plus traditionnelle et la plus paisible était comme un dernier refuge. Il serait d'ailleurs absurde d'imaginer que l'Allemagne, beaucoup plus stable économiquement que la France mais beaucoup plus anxieuse culturellement, puisse échapper à ce processus de déstabilisation des mentalités par l'unification monétaire. La disparition du mark, point d'ancrage identitaire durant tout l'après-guerre, devrait logiquement conduire à la montée d'un puissant sentiment d'insécurité en Allemagne.

J'espère donc que ce livre, qui fut écrit hors de tout contexte polémique et dont je n'ai pas changé une ligne, permettra à certains européistes sans préjugé de réfléchir sereinement à l'ampleur des problèmes posés, de sonder l'épaisseur anthropologique et historique des nations qu'il s'agit de fusionner. J'espère surtout que certains d'entre eux, partant comme moi de bons sentiments européens, arriveront également à la conclusion que le traité de Maastricht est une œuvre d'amateurs, ignorants de l'histoire et de la vie des sociétés.

Ce livre reste fondamentalement le résultat d'une recherche de caractère scientifique, atemporelle et apolitique, sur les rapports entre une variable anthropologique -la famille-- et des variables historiques --la religion, le progrès culturel et économique, les idéologies. Mais si le modèle scientifique est valide, on peut envisager dans l'avenir deux fonctions possibles à l'ouvrage.

Soit la monnaie unique ne se fait pas, et *L'Invention de l'Europe* apparaîtra comme une contribution à la compréhension de certaines impossibilités historiques.

Soit la monnaie unique est réalisée, et ce livre permettra de comprendre, dans vingt ans, pourquoi une unification étatique imposée en l'absence de conscience collective a produit une jungle plutôt qu'une société.